



COMMUNIQUÉ DE PRESSE / NEWS RELEASE

English version below

RDC: L'ONU signale des centaines de violations des droits de l'homme dans un contexte de détérioration de la situation sécuritaire au Nord-Kivu

GENEVE/KINSHASA (19 décembre 2018) – Des centaines d'exécutions extrajudiciaires et de cas de torture et de violences sexuelles contre des civils ont été documentés ces deux dernières années dans la province du Nord-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), selon un rapport publié mercredi par l'ONU.

D'après ce rapport, la situation sécuritaire et humanitaire au Nord-Kivu continue de se détériorer. Entre janvier 2017 et octobre 2018, un tiers de toutes les violations des droits de l'homme documentées dans l'ensemble du pays, ont été commises dans le Nord Kivu.

Le nombre croissant et la nature changeante des groupes armés sont un facteur important de cette détérioration, qui se traduit par des affrontements entre groupes armés ou contre les forces de sécurité, afin de contrôler des zones ou des ressources naturelles.

Ce rapport, publié par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme*, porte en particulier sur la situation chronique des territoires de Masisi et de Lubero, où l'ONU a recensé au moins 324 victimes d'exécutions extrajudiciaires ou sommaires, 832 victimes de torture ou autres traitements cruels inhumains ou dégradants, 173 victimes de viol ou d'autres violences sexuelles (114 femmes, 58 enfants et un homme) et 431 victimes de travail forcé. Les populations civiles ont été les principales victimes de la dégradation de la situation sécuritaire dans ces territoires.

Le rapport indique que, depuis 2015, le nombre de violations des droits de l'homme dans ces deux territoires a augmenté. Des femmes et des enfants sont souvent kidnappés, souvent à des fins d'exploitation sexuelle, des viols, y-compris des viols collectifs, sont commis, à la fois par des groupes armés et parfois par l'armée (FARDC). Le rapport ajoute que des enfants sont également endoctrinés par les groupes armés et forcés de servir comme enfants soldats.

« Dans certains villages de Masisi et Lubero, certains groupes armés recourent à la violence sexuelle de manière déplorable, systématique et particulièrement brutale pour punir et intimider des communautés entières », a déclaré Michelle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. "Tous les efforts

doivent être déployés pour protéger les civils - en particulier les plus vulnérables - et prévenir de telles atrocités."

Le rapport décrit comment la violence généralisée a provoqué le déplacement massif de populations civiles, de nombreuses personnes déplacées vivant dans des conditions précaires et exposées à l'exploitation et à des violences accrues.

Le rapport, basé sur des informations recueillies et vérifiées par des spécialistes des droits de l'homme des Nations Unies, indique que les groupes armés sont responsables d'environ deux tiers des violations des droits de l'homme enregistrées au cours de la période considérée, tandis que les forces de sécurité gouvernementales – principalement l'armée et la police nationale (PNC) – représentent l'autre tiers (20 pourcents par les FARDC et neuf pourcents par la PNC).

Le rapport souligne également le nombre de violations des droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire imputables aux FARDC, ainsi que des allégations crédibles de complicité entre certains éléments de l'armée et des groupes armés dans le Lubero et le Masisi, qui exacerbent les vulnérabilités de la population et leur méfiance à l'égard des FARDC, et qui contribue à la détérioration générale de la situation sécuritaire.

« Sans enquêtes crédibles pour déterminer les responsabilités pour chaque crime et sans sanctions judiciaires contre les auteurs de ces violations – quels qu'ils soient - l'impunité continuera de prévaloir », a déclaré la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Leila Zerrougui. « Cette impunité ne fera qu'alimenter le cycle sans fin des conflits et de la misère au Nord-Kivu, avec des civils pris entre les groupes armés d'une part et les forces de sécurité - supposées les protéger - d'autre part. »

Le rapport fait le point sur les avancées importantes intervenues dans la protection des civils par tous les acteurs concernés et propose des recommandations pour les consolider et les renforcer. Il exhorte notamment le gouvernement à renforcer l'autorité de l'État dans les zones touchées et à appuyer les procédures judiciaires engagées contre les auteurs présumés de violations et atteintes aux droits de l'homme.

Les activités des groupes armés ont également affecté la réponse d'urgence à l'épidémie d'Ebola dans la région de Lubero, où les violences ont provoqué des déplacements à la fois vers et depuis des villages touchés par le virus Ebola, probablement contribuant à la propagation de la maladie.

Le rapport indique également que cette situation de grande insécurité et de violations persistantes des droits de l'homme pourrait porter atteinte aux droits politiques de la population dans le contexte des prochaines élections.

FIN

* Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, établi en février 2008, est la Division de droits de l'homme de la Mission de l'Organisation des

Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO) et le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en RDC.

DRC: UN reports hundreds of human rights violations as security situation in North Kivu deteriorates

GENEVA/KINSHASA (19 December 2018) – Hundreds of extrajudicial killings and cases of torture and sexual violence against civilians have been documented during the last two years in North Kivu province in the Democratic Republic of Congo (DRC), according to a UN report issued Wednesday.

The security and humanitarian situation in North Kivu steadily deteriorated between January 2017 and October 2018, the report says, with the number of human rights violations and abuses amounting to one-third of all the human rights violations documented across the entire country.

The expanding number, and evolving nature, of armed groups fighting both against the security forces and among themselves in order to control territory or natural resources has been a significant factor in this deterioration.

This report, published by the UN's Joint Human Rights Office* focuses in particular on the chronic situation in the Masisi and Lubero territories, where the UN documented at least 324 victims of extrajudicial or summary executions, 832 victims of torture or cruel, inhuman or degrading treatment, 173 victims of rape or other sexual violence (114 women, 58 children and one man), and 431 victims of forced labour. The civilian population has been the main victim of the worsening security situation in these territories.

Since 2015, the number of human rights violations in both territories has been on the rise, the report says. Women and children are often kidnapped, frequently for the purpose of sexual exploitation, with rapes and gang rapes committed both by armed groups and sometimes by the army (FARDC), the report says, adding that children are also subject to indoctrination by armed groups and forced to serve as child soldiers.

“In some villages of Masisi and Lubero, sexual violence is being used in a deplorable, systematic and particularly brutal way by certain armed groups to punish and intimidate whole communities,” said UN High Commissioner for Human Rights Michelle Bachelet. “All efforts should be deployed to protect civilians - in particular the most vulnerable - and prevent such atrocities.”

The report describes how the widespread violence has provoked massive displacement of civilians, with many displaced persons living in precarious conditions and vulnerable to further exploitation and violence.

The report, based on verified information gathered by UN human rights officers, states that armed groups were responsible for around two-thirds of the human rights violations and abuses registered during the reporting period, while Government security forces – mainly the army and the National Police (PNC) – accounted for the other third (20 percent by the FARDC and nine percent by the PNC).

The report also stresses the number of human rights violations and infringements of international humanitarian law attributed to the FARDC, alongside credible allegations of complicity between some army members and armed groups in Lubero and Masisi. These are exacerbating the population's already considerable vulnerability and mistrust of the FARDC, as well as contributing to the general deterioration of the security situation.

“Without credible investigations to determine responsibility for every crime, and without judicial sanctions against the authors of these violations -- no matter who has committed them – impunity will continue to prevail,” said the Special Representative of the UN Secretary-General in the DRC, Leila Zerrougui. “This will in turn continue to feed the seemingly never-ending cycle of conflict and misery in North Kivu, with civilians caught between the armed groups on the one hand and the security forces – who are supposed to protect them – on the other.”

The report takes stock of important developments in the protection of civilians by all concerned actors and offers some recommendations for further improvement. It urges the Government to reinforce State authority in affected areas and support judicial processes against alleged perpetrators of human rights violations and abuses.

The activities of the armed groups have also affected the emergency response to the Ebola epidemic in the Lubero region, where the violence has triggered displacements both from and to Ebola-affected villages, most likely contributing to the spread of the disease.

The report also states that this situation of high insecurity and of continuing violations of human rights could undermine the political rights of the population in the context of the upcoming elections.

ENDS

* The UN Joint Human Rights Office, which was established in February 2008, is the Human Rights Division of the UN Stabilization Mission in the DRC (MONUSCO) and the Office of the UN High Commissioner for Human Rights in the DRC.

